

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delzoy, Davies & Co, 1, Finch Lane, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Baisse	Baisse
3 0/0	80 30	» 10 » » »
3 0/0 amortiss. ..	82	» 15 » » »
4 1/2 0/0 1885 ..	109 45	» 05 » » »
Cons. anglais ..	100 7/16	» » » » »
Italie	95 35	» » » » »
Flor. autric. (or) ..	88 50	1/2 » » » »
Esp. Extér. nouv. ..	56 7/16	» » » » »
Egyptien 6 0/0 ..	327 50	» » » » »
Ch. Egyptiens ..	435	1 25 » » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 55	» 10 » » »
Banque ottomane 505	»	2 50 » » »

PARIS, 21 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LES NOUVEAUX MASSACRES

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy une dépêche datée de Hanoi, dans laquelle il est fait allusion pour la première fois aux troubles qui ont eu lieu dans l'Annam.
 Des troubles ont eu lieu, en effet, autour de Kouang-Try et de Kamelo, et c'est là qu'un certain nombre de chrétiens ont été massacrés.
 Il a été fait justice des meneurs, qui ont été vigoureusement poursuivis par les chasseurs à pied et tirailleurs tonkinois.
 Pendant cette suite d'aggravations, un chasseur à pied a été tué et quelques chasseurs ont été blessés.
 Cette dépêche du général de Courcy paraît être la confirmation du télégramme publié dimanche matin, annonçant de nouveaux massacres au Tong-King.

INTÉRIEUR

M. Franconi, député sortant, est élu dans la Guyane-Française au scrutin du 18 octobre dernier.
 Montcau-les-Mines, 21 octobre.
 Hier, à dix heures du soir, une explosion de dynamite a eu lieu dans l'appartement de la femme Brenin, demeurant à la Prised'Eau.
 Les dégâts sont purement matériels.
 Les auteurs de cette tentative criminelle sont encore inconnus.
 Une enquête est ouverte.

Taile, 21 octobre.

Hier, au moment de la prière du soir, une cartouche de dynamite a fait explosion, près de l'église Saint-Cernin de Brive, dont la démolition est projetée.
 Les vitres du tribunal et des maisons voisines ont été brisées; il n'y a pas eu d'accident de personnes.
 Les coupables sont inconnus.

Eu, 21 octobre.

La reine de Danemark, la princesse et la princesse royale, la duchesse de Cumberland, la princesse de Galles et ses enfants sont arrivés à Eu à onze heures, par train spécial venant de Cologne.
 La famille d'Orléans les attendait à la gare. Le comte de Paris a souhaité la bienvenue à la reine et, après les présentations, la reine, les princes et les princesses sont partis pour le château d'Eu.
 Le ministre de Danemark en France, accompagné par la reine de Danemark.
 Dans la journée, il y aura promenade dans le parc et au Tréport.
 Le service de sûreté est fait par un personnel venu de Paris.

En Orient

L'agence Havas nous communique la note suivante :
 La Gazette de Cologne insinue que le gouvernement français aurait encouragé dans une certaine mesure les armements de la Grèce et de la Serbie.
 Nous sommes en mesure d'opposer à ces assertions un démenti formel. Le gouvernement français est le premier qui ait fait entendre des conseils de modération et de prudence à la Grèce et à la Serbie, et depuis lors son langage a toujours été en parfait accord avec celui des autres puissances.

EXTERIEUR

Brunswick, 21 octobre.
 La Diète a élu à l'unanimité le prince Albert de Prusse régent du duché de Brunswick.
 Constantinople, 21 octobre.
 Sir Dr. Wolff a diné ce soir avec le sultan à Yildiz-Kiosk, où il a été l'objet d'un accueil bienveillant.
 On ignore encore la date de son départ, et on attend incessamment l'arrivée non moins le commissaire turc en Egypte.

Londres, 21 octobre.

Sir Hicks-Beach a prononcé un discours dans un grand meeting conservateur qui a eu lieu ce soir à York. Il a déclaré qu'il y avait toute raison de croire que la paix serait maintenue en Orient. Le gouvernement s'efforcera d'agir avec les autres puissances afin d'assurer un bon gouvernement aux populations des Balkans et de protéger Constantinople contre l'agression étrangère.

Copenhague, 21 octobre.

Grande émeute populaire hier soir, demandant la démission des ministres. On craint une révolution; des troupes ont été appelées.

INFORMATIONS

Par arrêté du préfet de la Seine, le recensement général des votes émis le 18 octobre sera fait par une commission composée de cinq membres du conseil général, qui se réunira demain jeudi, à dix heures.

du matin, salle Saint-Jean, au nouvel Hôtel de Ville.

On assure que les rectifications proposées à la commission sont assez nombreuses; elles proviennent en partie d'erreurs commises par les sections dans le comptage des bulletins, en partie d'erreurs dans les additions.

Il en résultera peut-être une légère modification dans le classement des élus de la Seine, qui se suivent à quelques centaines de voix près.

Les amis du ministère, on en a toujours lorsque l'on est au pouvoir, préchent partout la nécessité de ne pas disjoindre le cabinet avant l'élection présidentielle.

Nous voyons d'ici la ficelle : à ce moment, on sera à la fin de l'année et l'on invoquera la trêve des confiseurs.
 Grâce à ces petits — très petits expédients — les ministres actuels atteindront ainsi le mois de janvier.
 Ce sera autant de gagné !

LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER ET LA NOUVELLE CHAMBRE

Le radicalisme ayant conquis une place importante dans la Chambre issue des élections des 4 et 18 octobre, un journal se demandait hier si les conventions négociées en 1883 avec les grandes Compagnies de chemins de fer n'allaient pas, y compris les tarifs appliqués par elles, être remises en question.

Plusieurs députés nouvellement élus ont, à la vérité, inscrit dans leur programme la révision des conventions dernières; mais nous ne croyons pas que les Compagnies doivent sérieusement s'en préoccuper, leur situation se trouvant aujourd'hui garantie contre tout aléa et contre tout mécompte.

Il suffit, pour s'en convaincre, de lire avec un peu d'attention les quinze à vingt articles des conventions que la sanction législative a désormais rendues inattaquables.

Quant aux tarifs, toute réduction sensible amènerait évidemment, dans les circonstances actuelles, une diminution de recettes correspondant que l'Etat, en vertu de la clause de la garantie d'intérêts, serait obligé de combler.

Nous le répétons donc : les Compagnies de chemins de fer peuvent envisager sans la moindre inquiétude les projets que certains députés radicaux ont l'air de méditer contre elles.

CONSERVATEURS ÉLUS

Voici la liste des députés conservateurs élus aux scrutins des 4 et 18 octobre :

De Bernis, Blachère, Chevreau, de Montgolfier, Morin-Latour, Vernet (Ardèche).
 Barasod, de Benoit, Calvet-Rognat, Cibiel, de Montety, Roques (Aveyron).
 De Colbert-Laplace, Delafosse, baron Gérard, Desloges, Paulmier, de Cornulier, Cornélis de Wit (Calvados).
 Laroche-Joubert, Ganivet, Arnoux, d'Ornano, de Champvallier, Boreau-Lajardie (Charente).
 Jolibois, Eschassériaux, Georges Roche, Louis Roy de Loulay, Vast-Vieux (Charente-Inférieure).
 J. Abbattucci, Gavini, de Montera, Mulledo (Corse).

Vicomte de Bézal, de Largentaye, Le Provost de Launay, Hillion, de Kergariou, Lurère, Boschet-Delaage, Garnier de Bédécarrats, Ollivier (Côte-du-Nord).
 Passy, Sevaistre, Fouquet, Raoul Duval (Eure).
 Boucher, Chevillotte, Freppel, de Kermenguy, de Kersauson, de Legge, Lorois, Roussin, de Saint-Luc, de Saisy (Finistère).
 Paul e Cassagnac, Dyrnand, Fauré, Peyrussé (Gers).

Niel, Pion, Duboul (Haute-Garonne).
 Bénazet, de Bonneval, Dufour, Lejeune, de Saint-Martin (Indre).
 De Gardennan, de Favernay, Gleure, de Guillolet, Lambert de Sainte-Croix (Landes).

De la Billaud, de Cazenove de Pradine, de la Ferronnays, Gaudin, Le Cour, Gaudin de Fernon, de Juigné, de la Rochette, Thoinnet de la Turmelière (Loire-Inférieure).
 Comte Murat, de Valon, baron Ducloux, de Lambertie (Lot).
 Sarrette (Lot-et-Garonne).
 Montell, de Colombar, E. Joly (Lozère).
 De Maillet, de Soland, Chevalier, Merlet, de la Bourdonnaye, Berger, de Tervès, Faure (Maine-et-Loire).

Rauline, de la Martinière de Gueydon, Chevalier, Bouvatier, Gaudin de Villaine, de Mesnilid, Liais (Manche).
 Barouille, Bigot, Leblanc, de Plazanel, de Vanjaux (Mayenne).
 Du Bodan, Lanjuinais, de Léon, Lorois, Martin, de Mun, Caradee, de la Marzelle (Morbihan).
 Plichon, des Rotours, Brame, Bergerot, Jonglez, Beaumais-Leroux, Boffeau, Desjardins, Delélys, de Frescheville, Le Gavriau, L. Legrand, Le Poutre, Le Roy, de Martigny, Maurice, Morel, Renard, de Ponceville, Lefèvre-Pontalis (Nord).

Leon Chevreau, de Châtenay, de l'Aigle, le duc de Mouchy, Albert Duchesne, Martin (Oise).
 De Macquau, Dugny de la Fauconnerie, de Lévis-Mirepoix, de Turenne, Rouleau-Dugay (Orne).
 D'Arlette, d'Estandan, Harispe, Labat, de Laborde, de Luppé (Basses-Pyrénées).
 Cazaux, de Breuille, Féraud, Soucaze (Hautes-Pyrénées).
 Lefebvre du Prey, Levert, de Pariz, de Rosamel, Delhomel, Sens, Tallandier, Du-sansoy, Hermery, Delisse, de Clercq, Adam (Pas-de-Calais).

Viellard-Migeon, Keller (Haut-Rhin-Belfort).

De Dompière d'Hornoy, Descaume, Blin de Bourdon, de Rainvillers, d'Estournel, Deberly (Somme).
 Baron Rellie (Tarn).
 Prax-Paris, Arnault, Brunel, Trubert (Tarn-et-Garonne).

D'Aillères, de la Rochefoucauld, Gaston Galpin (Sarthe).
 Le Roux, de la Basselière, de la Claye, de la Ribouillière, Bourgeois, de Baudry-d'Asson, Sabouraud (Vendée).
 De Soubayran, Pain, Serph, Cruze, Le-cointe (Vienne).

Les députés conservateurs élus sont, en conséquence, au nombre de deux cent deux.

TOUT LE MONDE CONTENT

Les républicains ont compris que leur effacement de la première heure était le plus maladroît des aveux. Ils ont changé de tactique et manifestent aujourd'hui la satisfaction la plus bruyante. La consigne est d'illuminer, de chanter victoire; et ils s'y conforment avec ensemble.

Sauf les malheureux du feu centre gauche, tous les républicains montrent un visage épanoui; le 18 octobre a passé toutes les plaies du 4; ils ne s'attendaient pas à une telle revanche; ils auront une majorité plus forte qu'ils n'osaient l'espérer, etc., etc.

Les conservateurs ne témoignent pas, de leur côté, une joie moins vive. Surtout M. Pessard et M. Ribot, les derniers élus n'ont donc fait que des heureux. Tout est pour le mieux.

Mais la joie est-elle des deux côtés également légitime, également sincère? Le résultat a-t-il vraiment dépassé l'espoir des républicains comme celui des conservateurs? Opportunistes ou radicaux ont-ils d'aussi bonnes raisons que nous pour envisager l'avenir avec confiance? C'est ce qu'il est permis d'examiner.

Depuis qu'ils possèdent le pouvoir, les républicains ont consacré toutes les ressources à accroître leur influence, à augmenter leur clientèle. Ils pratiquaient la candidature officielle occulte et permanente en prodiguant les faveurs les plus scandaleuses à qui les soutenait, en refusant toute justice à qui était suspect de tiédeur, d'indifférence à leur égard; ils croyaient tenir le pays.

Les élections de 1881 avaient réduit l'opposition conservatrice à une impuissante minorité. Celles de 1885, si bien préparées, devaient en faire une quantité négligeable. Il y a six mois, des journaux officiels affirmaient que la nouvelle Chambre comprendrait « 531 députés républicains et 53 monarchistes ».

A mesure que le scrutin s'approchait, les républicains sentaient s'ébranler leur confiance, sans soupçonner pourtant ce qui les attendait. Une note officieuse, adressée de Paris quelques jours avant le vote, à certains journaux de province, annonçait qu'il pourrait bien passer 90 ou 100 conservateurs au premier tour, mais elle ajoutait qu'au second pas un seul ne serait élu.

Le 1^{er} octobre enfin, le Temps lui-même, qui se pique d'exactitude et de mesure, raillait avec une douce pitié ces pauvres conservateurs assez fous pour rêver la conquête d'une certaine de nouveaux sièges, « ce qui porterait à 182 environ le nombre des ennemis de la République » et pour s'imaginer que, les radicaux gagnant de leur côté quelque terrain, l'opportunisme allait se trouver pris entre l'anclume et le marteau : « On peut sourire avec raison », disait-il, de ces rêves fantaisistes et des illusions que se font les royalistes et les bonapartistes sur les sièges que le scrutin du 4 octobre doit leur faire gagner.

En bien!... qui donc faisait des rêves fantaisistes? De quel côté nourrissait-on le plus d'illusions? Et qui peut aujourd'hui « sourire avec raison »?

Un double pronostic, dont s'égarait le Temps — sensible accroissement du parti conservateur, non moins sensible accroissement du parti radical accusant le gouvernement aux mesures folles et aux crises suprêmes — le premier n'est-il pas déjà réalisé, largement réalisé? Nous comptons sur 180 sièges; nous en avons plus de 200. Les conservateurs, combattus par le gouvernement, ont obtenu plus de voix qu'ils n'en avaient eu en 1877, candidats officiels. Depuis 1881, ils en ont gagné près de 2 millions. Les républicains avaient alors sur nous une avance de 3,320,000 voix; ils n'en ont plus qu'une de 1,100,000 voix. Paris lui-même, qui depuis 1871 n'avait donné à aucun candidat conservateur plus de 108,000 suffrages (encore le candidat qui les obtint, M. de Plouc, s'était-il engagé à soutenir M. Thiers), vient d'en donner 136,000 à M. Hervé et 122,000 au baron Haussmann!

Le second pronostic a-t-il moins de chance de se réaliser que le premier?

La majorité panachée dont les républicains se montrent si fiers offrira-t-elle une solide assiette de gouvernement? Permettra-t-elle aux cabinets précaires, instables qui sortent de ses rangs de rassurer les effrayés et de ramener les mécontents? Nous n'avons pas à le dire; nous nous en charge.

Il déclare que la Chambre actuelle, après avoir accumulé des ruines nouvelles, nous amènera en quelques mois « à un état de crise aiguë qui nécessitera un nouvel appel au pays. »

En bien! si les ruines anciennes ont si largement ébréché la majorité républicaine, comment des ruines nouvelles ne l'achèveraient-elles pas?

Si la crise sourde nous a fait tellement approcher du but, comment la crise aiguë ne nous y pousserait-elle pas tout à fait?

Quatre ans de gouvernement opportuniste nous ont valu 2 millions de voix; comment quelques mois de gouvernement radical ne nous en assureraient-ils pas 500,000? Car il ne nous en faut pas déplacer davantage pour avoir la majorité parlementaire.

En y comptant absolument, faisons-nous encore un rêve fantaisiste? Excitons-nous encore la railleuse hilarité du Temps?

Les républicains feront bien de mettre leurs lampions de côté; ils ne leur serviront plus sans doute, mais d'ici à dix-huit mois ils pourront nous les céder.

UN PRÉFET INQUISITEUR

Nous avons ouvert sous ce titre : *Le Dossier électoral*, une rubrique relative aux actes de pression électorale accomplis par le gouvernement.

Quelques-uns de ces faits sont tellement odieux qu'ils constituent de véritables attentats contre la liberté électorale. Il était cependant réservé à un préfet de dépasser tout ce qui a été fait dans la Marne, l'Aube, la Charente, les Alpes-Maritimes, la Nièvre, la Vienne, etc. Ce préfet, c'est celui des Deux-Sèvres, M. Comollet, l'homme de toutes les violences, de toutes les roueries, de toutes les audaces, de toutes les impudences.

Précisons : Les candidats conservateurs avaient, dans un placard, rappelé que la France était en guerre avec la Chine, et que des renforts partaient pour le Tong-King.

Immédiatement le préfet a donné officiellement le fait au moyen d'une affiche blanche.

Mais la n'est pas borné le préfet inquisiteur.

Dans la nuit, tous les villages ont été réveillés par le bruit du tambour battant avec un fracas épouvantable. Les habitants sortent de leurs maisons avec épouvante, croyant à une série d'incendies. Or, de quoi s'agissait-il? De faire savoir à la population que des poursuites en cour d'assises allaient être dirigées contre les candidats conservateurs signalés de placards annonçant l'envoi de renforts au Tong-King. La gendarmerie arrachait les affiches de la liste conservatrice. On terrorisait la campagne par des menaces sans nombre, etc., etc.

N'est-ce pas là le fait d'un véritable forcené, arrachant aux innocents des aveux compromettants à force de menaces et même de tortures?

A ces procédés sans précédent, les trois candidats : MM. Pierre Prost, Louis Germain et marquis de la Rochefoucauld ont répondu en ces termes :

« M. le préfet a fait afficher et publier à son de tambour, dans toutes les communes qu'il nous poursuivait.

« Nous le sommons de tenir sa promesse.

« La cour d'assises appréciera de quel côté est la bonne foi, de quel côté est la justice.

« Elle dira qui en a menti des candidats conservateurs ou du préfet.

« Elle dira où a été l'intimidation, où a été la violence.

« Et les rôles changeront.

« D'accusateur, M. le préfet Comollet se transformera en accusé.

« C'est lui qui chargera la conscience publique révoltée.

« Ses voix éloquentes flétriront en lui le propagateur de fausses nouvelles, l'homme qui, selon ses propres expressions, a troublé la paix publique ».

Le sieur Comollet, dans la fièvre de tourment qui s'était emparée de lui, a oublié qu'après avoir menti à ses administrés il était en complet désaccord avec la loi, et que sa violence était une sottise ou un mensonge prémédité. En effet :

L'article 27 de la loi du 29 juillet 1881, sur lequel s'appuie le préfet, ne peut être invoqué que si la fausse nouvelle a été suivie de troubles dans la rue. Or, il n'y a eu aucun tumulte.

C'est lui, lui seul qui a jeté le trouble dans les esprits, qui a semé l'épouvante dans les villages, lui qui a menti avec toute l'impudence qui caractérise le fonctionnaire opportuniste.

Nous verrons ce que dira la justice si M. Comollet tient sa promesse, c'est-à-dire s'il fait poursuivre les candidats conservateurs.

Mais, nous en sommes convaincus, le préfet des Deux-Sèvres s'abstiendra de poursuivre, sa déclaration n'étant qu'une mesure inquisitoriale qu'on ne saurait trop hautement dénoncer et flétrir. Toutefois, il ne faut pas que le citoyen-préfet puisse se réjouir de ses manœuvres odieuses : que le comité conservateur s'empare de la question; qu'il la dépose aux tribunaux; qu'il n'oublie pas le hon-teux procédé de l'administration terrorisant pendant la nuit toute une population pour obtenir une victoire dont eût rougi Torquemada lui-même!

On annonce comme définitive, la démission de M. Waddington, notre ambassadeur à Londres.

Le comte de Saint-Vallier, cadre, de son côté, demandé à passer du cadre de disponibilité dans celui de la réserve.

L'attitude du ministre de l'intérieur dans les élections de l'Aisne a vivement

indisposé ces deux diplomates; le préfet, M. Sébiline, a été mis en disgrâce pour avoir soutenu les candidats centre-gauche qu'ils patronnaient et c'est là qu'il faut chercher les raisons de la décision qu'ils viennent de prendre.

Nous ne sommes pas de ceux qui les en blâmeront. M. le comte de Saint-Vallier, diplomate correct, un peu emporté, mais ayant les allures d'un gentilhomme et les traditions d'un homme de la carrière, a compris que les tendances de plus en plus radicales du gouvernement de la République étaient un insurmontable obstacle à ce qu'il acceptât jamais de représenter la France à l'étranger.

M. Waddington, en sa qualité d'Anglais de race, d'éducation et de religion, avait été assez bien accueilli à Londres. Il s'y montrait, peut-être, trop enclin à accueillir favorablement les exigences du gouvernement britannique, mais, en somme, il ne faisait pas trop mauvaise figure dans cet hôtel d'Albert-Gate, où les Anglais avaient vu s'installer un beau jour M. Challemeil-Lacour!

On parle de remplacer M. Waddington par le comte Duchâtel, actuellement ambassadeur à Vienne. Qui remplacera à Vienne le comte Duchâtel? Les diplomates, disposés à accepter le programme radical, sont en assez petit nombre. Allons-nous voir le gouvernement de M. Grévy chercher parmi les nouveaux députés républicains ceux qui doivent aller nous représenter à l'étranger? Ce serait déplorable, et les choix de cette nature ont déjà été trop nombreux.

En dehors de l'ignorance complète ou se trouvent la plupart des députés radicaux et opportunistes de ce qui constitue les traditions de la diplomatie, ignorance dont les conséquences peuvent être graves et peuvent compromettre les intérêts de la France. Nous ne voyons pas bien la figure que feraient M. Floquet, accrédité auprès de S. M. l'empereur de Russie, ou MM. Tony Revillon ou Sigismond Lacroix présentant leurs lettres de créance à S. M. la reine Victoria!

Le silence va-t-il cesser? Nous en doutons; mais si la vérité vient à être connue, la France entière frémissait d'horreur en apprenant que cette expédition aura coûté de sang et d'argent! Et je ne parle pas sans avoir des preuves de ce que j'avance, bien qu'il ne soit pas possible d'obtenir le moindre renseignement officiel. Nul — hormis le ministre de la guerre — ne sait exactement ce qui se passe au Tong-King et cela parce qu'il a été établi un *cabinet noir* qui fonctionne sans relâche et intercepte toutes les informations. Une lettre que j'ai reçue, il y a trois semaines, d'un ami personnel, officier dans un régiment de ligne, m'a écrit de ne point aborder ces questions brûlantes, si je voulais que mes lettres lui parvinssent.

« O le voit, c'est dans un intérêt bien supérieur à l'intérêt de parti, que nous revenons sans cesse sur cette malheureuse affaire du Tong-King. C'est l'intérêt seul de la France qui nous guide et c'est au nom de la France, inquiète, anxieuse, que nous réclamons la communication des dépêches du général de Courcy. — Si les nouvelles sont mauvaises, le pays verra à quelles résolutions il doit s'arrêter; mais il veut savoir la vérité.

« La mise en accusation de M. Ferry nous rendrait-elle nos millions et nos morts? Non, évidemment. Alors, à quoi bon? » Ainsi argumente M. Magnard. Il n'est pas avisé que cette argumentation pourrait être invoquée à propos de tous les crimes. La décapitation de Marchand n'a pas rendu la vie à Mme Cornet, et cependant, on a décapité Marchand.

Nous ne demandons certes pas qu'on se porte à de telles extrémités sur M. Ferry que nous jugeons plus tôt coupable. Mais il nous paraît urgent que l'on fasse un exemple parce que l'exemple démontrera aux ministres futurs que la responsabilité inscrite dans toutes nos Constitutions n'est pas un vain mot; qu'il est dangereux de puiser dans les caisses publiques pour réaliser de folles utopies et qu'après avoir causé la mort d'une dizaine de mille hommes et jeté au vent plus de cinq cents millions de francs, on n'en est pas quitte pour remettre un beau jour sa démission au président de la République et pour se retirer à la campagne, après avoir voyagé en Italie. Il n'y a même guère qu'en politique que l'exemple d'un châtiement infligé puisse servir à quelque chose.

Voilà pourquoi nous estimons que les droites doivent s'associer à l'extrême-gauche pour faire juger M. Ferry.

On nous dit encore que la flétrissure qui peut lui être infligée n'aura pas de sanction. On peut lui en donner une : on peut priver, par exemple, M. Ferry de ses droits civils et politiques, ce qui l'écarterait pour longtemps du Parlement et du pouvoir, où il a joué un rôle si funeste.

Mais le procès dût-il n'aboutir qu'à une revanche platonique de la moralité et de la loyauté méconnues et méprisées, il aurait encore son utilité. Nous persistons, par conséquent, à demander qu'on l'instruise.

EN BIRMANIE

Tout fait présager que le conflit entre l'Angleterre et la Birmanie, va se terminer par l'annexion de ce royaume aux possessions anglaises de l'Inde. Un ultimatum a été envoyé au roi Thebaw, mais ce prince, qui sait ce que vaut au fond l'Angleterre, ne veut être défroncé de déposséder qu'après avoir tenté de défendre les armes à la main, l'indépendance de son peuple. Pendant que les Anglais massent des troupes sur la frontière, sous le commandement du général

Prendergast, il met son armée en mouvement.

Nous ne pensons pas que la résistance puisse être sérieuse, et une fois de plus, l'Angleterre récoltera le fruit de la politique de rapine qu'elle poursuit depuis de siècles. — Jalouse et rapace, tous les prétextes lui sont bons, et il ne se passe pas d'année sans que, sous les grands mots d'intérêts commerciaux ou humanitaires, elle ne s'empare de quelque territoire. — Depuis douze ans, elle a ajouté à ses possessions Soudan, les îles Fidji, le Transvaal, Chypre, les Nouvelles Hébrides, Port-Hamilton. Elle occupe l'Egypte, et la Birmanie va l'être à son tour. — Cet immense empire durera-t-il longtemps? On peut en douter, et des signes de prochaine dissolution se font sentir de toute part.

Toujours même silence du gouvernement au sujet des événements du Tong-King et de l'Annam. La période électorale étant close, les officiers du ministère ne se donnent plus la peine de démentir les graves nouvelles qui nous parviennent de tous côtés, mais ils se taisent. C'est plus commode!

Pendant ce temps les envois de troupes continuent. Nous recevons de Brest l'avis du départ du *Bien-Hoa* et du steamer des messageries le *Cheribon* qui ont quitté le port emportant un plein chargement d'officiers et de soldats à destination du Tong-King. Et les massacres des chrétiens et des missionnaires : aucun renseignement n'a-t-il été obtenu au ministère de la marine, depuis quatre jours que la première nouvelle en est arrivée à Paris? S'il faut en croire les journaux étrangers, ces égorgements seraient sur le point de recommencer, et les plus vives craintes sont exprimées à ce sujet.

Quant à notre situation même au Tong-King, voici ce que nous lisons dans un journal anglais, le *Globe* :

« Le silence va-t-il cesser? Nous en doutons; mais si la vérité vient à être connue, la France entière frémissait d'horreur en apprenant que cette expédition aura coûté de sang et d'argent! Et je ne parle pas sans avoir des preuves de ce que j'avance, bien qu'il ne soit pas possible d'obtenir le moindre renseignement officiel. Nul — hormis le ministre de la guerre — ne sait exactement ce qui se passe au Tong-King et cela parce qu'il a été établi un *cabinet noir* qui fonctionne sans relâche et intercepte toutes les informations. Une lettre que j'ai reçue, il y a trois semaines, d'un ami personnel, officier dans un régiment de ligne, m'a écrit de ne point aborder ces questions brûlantes, si je voulais que mes lettres lui parvinssent.

ternel, le prince de Joinville et le duc d'Anjou.

Les témoins du mariage : le comte de Moltke-Hvitfeldt, ministre plénipotentiaire, ambassadeur du Danemark à Paris, et le duc Decazes et de Glücksberg, allié par sa femme à la famille royale danoise.

M. Kochlin-Schwarz, maire du huitième arrondissement, commandeur de la Légion d'honneur, portait sa croix au col.

Après les formalités d'usage, le maire unit les deux fiancés au nom de la loi et leur adressa ensuite une allocution dans laquelle il rappela la vieille et constante amitié qui unit le Danemark à la France.

M. Kochlin-Schwarz fit l'éloge de la famille royale de Danemark et parla de ses alliances admirables avec toutes les grandes nations.

Et se tournant vers la jeune princesse Marie :

« Allez avec joie, madame, dans ce beau pays de Danemark; vous y serez accueillie comme dans une autre France, aimée, entourée de l'affection de votre nouvelle famille et du peuple danois. Cependant je ne vous dis pas adieu, madame, je vous dis au revoir, car je suis sûr qu'au milieu des sympathies que vous trouverez là-bas, vous n'oublierez jamais la France. »

M. de Moltke-Hvitfeldt remercia M. Kochlin-Schwarz des paroles sympathiques qu'il avait prononcées, ajoutant qu'il se ferait un véritable plaisir de communiquer au roi Christian IX le texte de l'allocution qu'il venait d'entendre.

Quand le duc et la duchesse de Chartres, les jeunes époux et les témoins eurent apposé leurs signatures sur les registres de la mairie, le prince de Galles demanda à signer également.

Avant le mariage, le duc de Chartres avait adressé au maire de l'arrondissement deux mille francs pour les pauvres.

A une heure vingt minutes, un train spécial composé de trois voitures de première classe emmenait à Eu les jeunes époux, et les princes et princesses d'Orléans.

Sur le quai de départ, M. d'Arcanges, inspecteur principal, a présenté M. Mathias, directeur de la Compagnie du Nord à M. le duc de Chartres, qui l'a présenté à son tour à la princesse Marie et au prince Waldemar.

La princesse était en costume de voyage : robe verte, paletot gris et chapeau de feutre, n'ayant pour toute parure qu'une branche de lilas blanc à son corsage.

C'est M. Lequeux, inspecteur de la Compagnie, qui avait été chargé d'accompagner à Eu le train spécial qui a été salué, au départ, par trois à quatre cents personnes.

M. le marquis de B-avoir, chez lequel le prince Waldemar était descendu à Paris, avait pris un train du matin et se trouvait à Eu, à l'arrivée du train spécial qui entrainait en gare à cinq heures.

La salle d'attente des premières, ornée de fleurs et de trophées de drapeaux français, danois et russes, avait été convertie en salon.

Le comte et la comtesse de Paris, ainsi que la princesse Amélie, leur fille, se tenaient sur le quai à l'arrivée du train. Le comte de Paris se rendait affectueusement à la main du prince Waldemar, qui s'inclina respectueusement devant la comtesse de Paris et tendit la main à sa jeune cousine, la princesse Amélie.

Devant la gare, une foule énorme, lée nue, fit une ovation respectueuse aux jeunes époux et aux princes et princesses. Des bouquets ont été offerts à la princesse Marie par les enfants d'Eu qui lui ont dit également un compliment en vers.

Dans la soirée à Eu, au château, un dîner de famille auquel assistaient quarante personnes.

Aujourd'hui seulement, la reine de Danemark, le prince et la princesse de Galles et le comte de Flandre arriveront à Eu pour la cérémonie religieuse qui a lieu demain jeudi, et non aujourd'hui comme cela avait été annoncé par erreur.

Vassif pachà, fils du ministre des affaires étrangères de la Turquie, vient de recevoir du général Camponon l'autorisation de suivre les cours de l'Ecole militaire de Saint-Cyr.

Vassif pachà est secrétaire d'ambassade de première classe et chevalier de la Légion d'honneur.

On annonce également l'arrivée d'une mission chinoise en France; elle serait composée de trois jeunes gens, choisis parmi les élèves de l'arsenal de Fouché, qui seraient répartis entre nos grandes écoles. Rappelons que parmi les jeunes Chinois qui ont complété leur éducation en France se trouvent plusieurs fonctionnaires de distinction, entre autres le général Theng-Hi-Tong, actuellement attaché à l'ambassade de Paris.

Un deuil dans le haut commerce parisien : Nous apprenons la mort de Mme Elisabeth Bardin, femme de M. Gabriel Bardin, décédée lundi dernier à sa campagne de Joinville-le-Pont.

Les obsèques auront lieu demain jeudi, 22 courant, à 2 heures 1/2 précises, en l'église de Joinville.

Les amis de la famille qui n'auraient pas reçu de lettre de faire part sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu. — Départ de Paris à 1 h. 35, gare de Vincennes.

MM. Rothschild frères, banquiers, viennent de faire parvenir au Comité de souscription pour le monument au sergent Bobillot, une somme de deux cents francs, à titre de souscription personnelle.

Hier s'est réunie la commission chargée d'entendre les lectures des discours qui seront prononcés le 24 octobre dans la séance publique annuelle des cinq Académies.

M. Buguereau prendra le premier la parole; il est cette année président de l'Institut.

Puis viendra le discours de M. G. Boissier, de l'Académie française; de M. Vacherot, des sciences morales et politiques, et de M. Michel Bréal, des inscriptions et belles-lettres.

Une rencontre à l'épée a eu lieu, à Sai-

gon, entre M. Klobukowski, chef de cabinet du gouverneur de la Cochinchine, et M. Ternisien, l'un des candidats à la députation. M. Ternisien a été assez grièvement blessé.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 21 OCTOBRE

La température est en hausse. En France, les pluies vont reprendre dans le nord-ouest et le nord; le temps reste au beau avec température basse dans les autres régions.

À Paris, le ciel est toujours couvert-brumeux.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent modéré des régions Sud; mer peu agitée.

Océan. — Vent modéré des régions S; mer peu agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent N.-O. fort; mer agitée.

Aujourd'hui, 21 octobre, le thermomètre enregistre de l'ingénieur Quesslin, 1, rue de la Fosse, marquant :

À sept heures du matin..... + 6 5/8
À onze heures du matin..... + 8 7/8
À deux heures du soir..... + 10 3/8
Température la plus basse de la nuit + 6 3/8

Le baromètre est à 756 millimètres.

M. Jules Claretie

C'en est fait : M. Jules Claretie succède à M. Perrin; et le *Journal officiel* de ce matin publie le décret qui nomme notre confrère aux hautes et délicates fonctions d'administrateur de la Comédie-Française.

Voici ce document :

Le Président de la République française, Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes, Vu le décret du 15 octobre 1882; Vu le décret du 27 avril 1885;

Décrète :

Art. 1^{er}. M. Jules Claretie, homme de lettres, est nommé administrateur général de la Comédie-Française.

Art. 2. Le ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 octobre 1885.

JULES GRÉVY.

Par le président de la République,

Le ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

RENÉ GOBLET.

Un autre décret fixe en ces termes les émoluments du nouvel administrateur :

Le Président de la République française, Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes; Vu le décret du 15 octobre 1882; Vu le décret du 27 avril 1885;

Considérant qu'il importe de régler la situation de l'administrateur général de la Comédie-Française et de déterminer le traitement attaché à ces fonctions, en dehors de toute participation dans les bénéfices, Décrète :

Art. 1^{er}. Le traitement de l'administrateur général de la Comédie-Française est fixé à trente mille francs.

Art. 2. Il sera alloué, en outre, à l'administrateur général une indemnité pour frais de service, dont la quotité sera fixée par arrêté du ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes.

Art. 3. Les dispositions du décret du 27 avril 1885 contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4. Le ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 octobre 1885.

JULES GRÉVY.

Par le président de la République,

Le ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

RENÉ GOBLET.

Nos lecteurs trouveront plus loin le décret du 27 avril 1885, qu'abroge l'article 3 du nouveau décret.

La nomination de M. Claretie n'a surpris personne. On savait qu'il était le favori de M. René Goblet, et le lendemain de la réélection de ce dernier, M. Jules Claretie devait facilement l'emporter sur M. Raymond Deslandes, dont les sympathies politiques n'étaient pas absolument du goût de nos gouvernants.

Sans doute, l'expérience théâtrale du directeur du Vaudeville et le dernier succès qu'il vient de remporter dans la maison de Molière lui donnaient quelques droits à la succession de M. Perrin; mais M. Claretie est avant tout un travailleur infatigable et il acquerra bientôt les qualités administratives qui lui font défaut.

Travailleur infatigable, oh, oui... et si jamais homme de lettres a mérité d'être appelé ainsi, c'est à coup sûr M. Claretie. Que de choses n'a-t-il pas écrites... Les articles, les feuilletons, les romans, les drames et les livres découlaient de sa plume avec une rapidité vertigineuse, et son œuvre remplissait les rayons de toute une bibliothèque.

Ses premières armes dans la vie littéraire datent de sa sortie du collège. Tour à tour dans la France, sous la signature d'Oliver de Jalin, dans l'*Artiste*, la *Silhouette*, la *Revue française*, le *Pigro*, l'*Indépendance belge*, il écrivait des articles bien vite remarqués qui dénotent une activité prodigieuse et un talent plein de promesses.

Le journalisme ne suffisait pas à son activité dévorante, il se fit romancier. Et sans entreprendre la tâche ardue et difficile de dénombrer les livres qu'il fit successivement paraître, nous en citerons les principaux :

Une *Drôlesse*, *Picrille*, les *Ornières de la vie*, les *Victimes de Paris*, les *Contemporains oubliés*, les *Voyages d'un Parisien*, *Péror*, *Belle Lycaon*, l'*Assassin*, reproduit sous le titre de *Robert Bural*, *Mlle Cachemire*, la *Libre Parole*, *Mademoiselle Bertin*, la *Vie moderne au Théâtre*, *Journées de voyage*, l'*Espagne* et la *Cour*, l'*Empire*, les *Bonaparte et la Cour*, la *France envahie*, le *Champ de bataille de Sedan*, *Paris assiégé*, *Noël Rambert*, le *Roman des Soldats*, les *Prussiens chez eux*, *Molière, sa vie et ses œuvres*, un livre à relire maintenant — *Ruines et Fantômes*, *Peintres et Sculpteurs contemporains*, les *Muscadins*, *Camille Desmoulins*, *Lucie Desmoulins*, étude sur les Dantonistes, *J.-B. Carpeaux*, *Portraits contemporains*, le *Beau Solignac*, le *Renégat*, *Cinq ans après*, le *Train*, l'*Histoire de la Ré-*

volution de 1870-1871, les *Amours d'un Intérieur*, le *Prince Zilah*, *Jean Moras*, etc.

Au théâtre, il a donné la *Famille des Gueux*, *Raymond de Lindey*, les *Muscadins*, *Un Père*, le *Régiment de Champagne* et le *Prince Zilah*.

Mais ces pièces n'obtinrent guère qu'un succès d'estime, et il faut bien l'avouer, M. Claretie, en tant qu'auteur dramatique, est quelque peu contesté par ses confrères.

On a reproché à M. Claretie d'avoir publié jadis certains documents trouvés dans les papiers secrets des Tuileries après la révolution du 4 Septembre : entre autres, une charmante nouvelle de Mérimée, intitulée : *La Chambre bleue*, et dédiée à S. M. l'Impératrice.

Nous ne gardons pas rancune à M. Claretie de cette légèreté de jeunesse; et si l'accepté du gouvernement d'alors la pénible mission de lire et de classer les lettres intimes adressées à la souveraine, c'est que la curiosité de l'écrivain l'a emporté sur les scrupules de l'homme de cœur, et qu'il espérait trouver là des documents intéressants pour le romancier. Malheureusement, que va devenir la Comédie-Française sous le sceptre de son nouveau directeur ?

M. Claretie va-t-il sacrifier à la mise en scène, comme M. Perrin, qui était un peintre doublé d'un homme de goût? Va-t-il ressusciter la tragédie? Nous ne le croyons pas. M. Claretie est, avant tout, un moderniste et un jeune, et il jouera les jeunes.

Ce qu'il fallait à la Comédie-Française, c'était un homme ayant l'autorité nécessaire pour conduire ses pensionnaires, quelque peu rebelles à la discipline, or, nous pensons que le passé littéraire de M. Claretie, son titre de président de la Société des gens de lettres, l'estime et la sympathie dont il jouit, sont des titres qui sonnent assez haut pour que tout le monde se résigne à cette nomination, même ceux qui ne partagent pas absolument ses préférences politiques.

Le Président de la République, Sur le rapport de la commission des théâtres, chargée par le ministre de l'Intérieur de rechercher les moyens d'appliquer au régime administratif du Théâtre de la République les modifications dont la nécessité serait reconnue;

Vu les avis du conseil d'Etat, délibérés dans ses séances des 5 et 6 mars et 11 avril 1885;

Vu le décret du 15 octobre 1882;

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur, Décrète :

TITRE I^{er}

De l'Administration du Théâtre-Français

Art. 1^{er}. — Le Théâtre-Français est placé sous la direction d'un administrateur nommé par le ministre de l'Intérieur.

2. L'administrateur du Théâtre-Français est chargé :

1^o De présenter chaque année, à l'approbation du ministre de l'Intérieur, le budget du théâtre, dressé par le comité d'administration et soumis à l'examen de l'assemblée générale des sociétaires.

2^o D'ordonner, dans les limites portées au budget pour chaque nature de dépenses, celles qui seront nécessaires pour toutes les parties du service et de signer, à cet effet, tous ordres de fournitures et mandats de paiement;

3^o De passer les marchés, souscrire les obligations pour le service, et signer tous actes dans l'intérêt de la société, conformément aux délibérations du comité; ceux qui excéderont la durée d'exécution d'une année devront être approuvés par le ministre de l'Intérieur;

4^o D'exercer, tant en demandant qu'en défendant, conformément aux délibérations du comité, toutes les actions et tous les droits de la société des comédiens, après avoir pris l'avis du conseil de la commission de l'assemblée générale, et l'autorisation du ministre, de faire tous actes conservatoires et tous recouvrements;

5^o De faire les engagements d'acteurs pensionnaires dont la durée n'excède pas une année;

6^o D'inspecter, régler et ordonner dans toutes les parties de la salle et des magasins, et de déléguer à cet effet, s'il le juge nécessaire, un ou plusieurs membres du comité d'administration;

7^o De prendre toutes les mesures relatives au service intérieur, aux entrées, loges et billets de faveur, à la convocation et à la tenue des comités et des assemblées générales, aux affiches et annonces dans les journaux;

8^o De distribuer les rôles, sauf les droits des auteurs, et sans pouvoir imposer aux sociétaires des rôles en dehors de leurs emplois;

9^o De statuer définitivement sur la formation du répertoire et sur les débuts;

10^o De donner les congés, en se conformant pour leur répartition, aux dispositions du règlement et sans pouvoir en accorder plus de six mois à l'avance, ni pour des époques périodiques;

11^o De prononcer les amendes dans les limites du maximum et du minimum fixés par le décret du 15 octobre 1882, au commissaire du gouvernement près le Théâtre-Français.

Il exerce en outre les fonctions attribuées, par le décret du 15 octobre 1882, au commissaire du gouvernement près le Théâtre-Français.

3. — L'administrateur, après avoir pris l'avis du comité d'administration, propose au ministre de l'Intérieur :

1^o Les admissions de sociétaires;

2^o Les admissions de sociétaires de la part d'intérêt social, en ayant égard tant à la durée et à l'importance des services qu'à la nature de l'emploi. Ces augmentations pourront être à l'avenir d'un douzième de la part sociale;

3^o Les engagements d'acteurs-pensionnaires dont la durée excède une année;

4^o Les décisions relatives au partage des bénéfices et à la fixation des allocations annuelles attribuées aux sociétaires;

5^o Les règlements relatifs aux congés, aux amendes et autres peines disciplinaires, aux feux, à la composition du comité de lecture, à la nomination de ses membres et à la tenue de ses séances.

4. — L'administrateur donne son avis au ministre de l'Intérieur sur tous les objets non compris dans les articles précédents concernant le Théâtre-Français.

Toutes les personnes attachées au service du théâtre, le caissier et le contrôleur général exceptés, sont à la nomination de l'administrateur.

5. — L'administrateur présente au ministre de l'Intérieur, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, un rapport détaillé sur sa gestion, dans lequel il fait connaître les pièces reçues à l'étude ou jouées, les travaux des auteurs et les résultats généraux de l'exploitation.

6. — Les rapports semestriels de l'administrateur sont communiqués, avec toutes les pièces justificatives, au comité d'administration, qui, sous la présidence du membre le plus âgé, en rend compte au ministre, et est admis à les discuter et à adresser direc-

ment ses observations au ministre de l'Intérieur.

8. L'administrateur ne peut faire représenter aucune pièce n'ayant pas encore fait partie du répertoire du Théâtre-Français, si elle n'a été admise par le comité de lecture.

9. — L'administrateur a droit :

1^o A un traitement égal au maximum de l'allocation annuelle d'un sociétaire;

2^o A une part dans les bénéfices nets égale à deux fois le maximum d'une part de sociétaire.

Il lui est alloué, en outre, pour frais de service, une indemnité dont la quotité est fixée par le ministre de l'Intérieur.

§ II. — DU COMITÉ D'ADMINISTRATION

10. — Le comité d'administration, composé conformément à l'article 30 du décret du 15 octobre 1882, dresse le budget du théâtre. Il délibère :

1^o Sur les comptes du théâtre, sur les marchés à passer, sur les obligations à souscrire, sur les crédits extraordinaires et placements de fonds;

2^o Sur les actions à tenter ou à soutenir au nom de la société;

3^o Sur les objets compris dans l'article 3;

4^o Sur les rapports semestriels de l'administrateur;

5^o Sur la mise à la retraite des sociétaires après dix ans de services.

§ III. — DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

11. — L'assemblée générale des sociétaires délibère :

1^o Sur le budget et les comptes du théâtre;

2^o Sur les crédits extraordinaires et placements de fonds;

3^o Sur les actions à tenter ou à soutenir au nom de la société;

TITRE II. — Des sociétaires

12. — Chaque sociétaire a droit à une allocation sur les bénéfices nets, à une quotité dans les bénéfices nets, à une représentation dans le bénéfice, à une pension.

L'allocation annuelle, calculée proportionnellement à la quotité de la part sociale, ne peut dépasser le maximum des allocations fixes, précédemment accordées aux sociétaires; elle sera payable par douzième.

La quotité des feux, suivant les services et les emplois, sera déterminée par le règlement.

La quotité dans les bénéfices nets est proportionnée à la part ou portion de part de chaque sociétaire. Une moitié est mise au service et l'autre moitié est distribuée aux articles 22, 23, 24, 25, 26 et 27 du décret du 15 octobre 1882.

La représentation à bénéfice est accordée au sociétaire à l'époque de sa retraite définitive, après vingt années au moins de service en qualité de sociétaire.

La pension due au sociétaire ne sera acquise à l'avenir qu'après vingt années de service à partir du jour de l'admission au titre de sociétaire. Elle est fixée et liquidée conformément au décret du 15 octobre 1882. Elle ne peut, dans aucun cas, dépasser la quotité déterminée par l'article 13 dudit décret.

13. — Après une période de dix années de service, le sociétaire a droit à la retraite, il sera statué de nouveau sur la position de chaque sociétaire rétroactivement à la promulgation du présent décret. Le ministre, après avoir pris l'avis de l'administrateur et du comité d'administration, pourra prononcer la mise à la retraite, conformément à l'article 16 du décret du 15 octobre 1882.

Dans ce cas, le sociétaire aura droit au tiers de la pension qui lui aurait été due après vingt ans de service, et sera libre d'exercer son art soit à Paris, soit dans les départements.

14. — Tout sociétaire qui, après vingt années de service, aura pu être, en vertu de l'article 14 du décret du 15 octobre 1882, mis en demeure de continuer à jouer sur le Théâtre-Français, sera libre de jouer sur les autres théâtres de Paris qu'avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur, et sans interruption du paiement de sa pension de retraite, pendant la durée des engagements qu'il aura contractés avec ces théâtres.

15. — Les acteurs sont tenus, sous les peines qui seront déterminées par le règlement, de se soumettre aux ordres de service donnés par l'administrateur.

Ils ne peuvent, sous les mêmes peines : 1^o Refuser aucun rôle de leur emploi, ni s'opposer à ce qu'un autre acteur le partage avec eux;

2^o S'absenter sans congé, ni dépasser le terme du congé obtenu.

Les peines disciplinaires, autres que les amendes, ne peuvent être prononcées que par décision du ministre de l'Intérieur, sur la proposition de l'administrateur.

16. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

17. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

18. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

19. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

20. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

21. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

22. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

23. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

24. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

25. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

26. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

27. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

28. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

29. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

30. — Les sociétaires ont droit à la retraite, à la condition qu'ils aient été admis à la retraite par le ministre de l'Intérieur.

convient de substituer un accord sur des points déterminés, constituant un programme pratique de gouvernement.

On doit laisser de côté les solutions extrêmes, les procédés violents, tout ce qui peut entretenir et aggraver l'irritation de gens effrayés ou lassés par les agitations autoritaires; on doit aborder enfin les problèmes pratiques, si longtemps oubliés, et se persuader qu'en servant bien ses intérêts, on apporte à la servir une bonne volonté manifeste, un dévouement de chaque jour, l'on rendra les vœux du pays et l'on consolidera l'institution républicaine.

GAZETTE THÉÂTRALE

Par décret en date du 20 octobre, M. Jules Claretie a été nommé administrateur général de la Comédie-Française.

Nos lecteurs trouveront plus haut un article que nous sommes heureux de consacrer au nouvel élu.

Ce soir : Au Palais Royal, première représentation des *Noces d'un réservoir*, vaudeville en quatre actes, de MM. Henri Chivot et Alfred Duru : B. Villancourt, MM. Dailly, Dubouche, Raimond, Trubert, Clivia, Grinchart, Numa, Des Epinglettes, Hurteaux, Greuchot, Monval, Rouget, Victorin, Un facteur, Barlet, Inspecteur, Ferdinand, Georges, Samson, Mmes Villancourt, Mmes Mathilde, Rosalie, Dinelli, Pivoine, Lavigne, Valentine, Berliou, Margot, Debray, Mme Greuchot, Augier, Coraline, Verley, Sidonie, Yvonne, Olympe, Lever du rideau à neuf heures moins un quart.

Trois lectures à l'Opéra Comique : L'aujourd'hui mercredi, trois actes, paroles de MM. d'Ennery et Armand Silvestre, musique de M. Arthur Coquard, dont les rôles sont distribués à MM. Dégrenne, Eugène, Isnardon, Barnolt, Mmes Simonnet, Degrand, Pierson et Perret ; 2° Samedi, le drame lyrique de M. Widor, paroles de MM. Coppée et Dorchain, qui va entrer immédiatement en répétition, sous le titre de *Maitre Ambros* ; 3° Après demain vendredi, *Plutus*, opérette en deux actes, paroles de M. Albert Millaud et Gaston Jollivet, musique de M. Charles Lecocq.

Le prince de Galles et le grand duc Alexis assistaient, hier soir, au Gymnase, à la cinquième représentation de la *Doctoresse*.

Hier, mardi, a été célébré dans l'église de Saint-Thomas d'Aquin le mariage de M. L. de Leymarie avec Mlle Claire Bourdon, fille de M. Jules Bourdon, conservateur des théâtres nationaux au ministère des Beaux-Arts.

Une nombreuse et très brillante réunion d'amis était venue apporter ses vœux les plus sympathiques aux jeunes époux.

Nous empruntons les lignes suivantes à notre confrère Besson : elles sont empreintes d'une émotion vraie et de détails narratifs : L'affluence était grande, hier, aux obsèques de la pauvre petite Valette.

Mme Sarah Bernhardt, arrivée depuis la veille, assistait à la cérémonie funéraire, avec tout le personnel de la Porte-Saint-Martin et des artistes de la Comédie-Française. Le frère de Mlle Valette est très souffrant, lui aussi, d'une maladie de poitrine. On lui a caché le décès de sa pauvre sœur, qui est morte dans une chambre contiguë à la sienne.

Mais, hier, au moment de la levée du corps, comme le malheureux enfant s'inquiétait du bruit insolite qui se produisait à la porte de son appartement, il a fallu le persuader que Mlle Valette parlait en tournées et que les employés des messageries venaient chercher ses malles. Le petit malade s'est endormi en prenant le croquis de sa jeune sœur pour un coiffeur destiné à voyager. Un grand voyage, en effet !

Les examens d'admission aux classes de chant du Conservatoire viennent d'avoir lieu.

Avant-hier, on a entendu les hommes et les femmes. Les séances, commencées à dix heures du matin, se sont prolongées jusqu'à près de huit heures du soir.

Il y avait 127 aspirants hommes et 111 femmes. Il a été admis 13 hommes et 17 femmes. Il paraît que le concours de cette année se caractérise par l'audition d'un nombre extraordinaire de témoins.

Un artiste de l'Odéon, M. Dumény, demeurant 6, rue de la Tour-d'Auvergne, se tient tous les matins, de 9 heures à midi, à la disposition des jeunes gens et des jeunes filles du monde qui voudraient se perfectionner dans l'art de dire le monologue ou prendre des leçons de lecture à haute voix et de mise en scène pour les comédies de salon.

M. Taillade, avant de jouer dans *Noblesse de Paris*, jouera au théâtre de Belleville *Claude Gueux*, la pièce tirée du livre de Victor Hugo.

L'inauguration des concerts Lamoureux, à l'Eldon-Théâtre, est fixée au 8 novembre, à deux heures. La merveilleuse salle de la rue Boudreau sera, chaque dimanche, aménagée d'une façon toute spéciale, qui entraînera la suppression du promenoir, des kermesses et des cafés, et qui en fera ainsi, nous en sommes sûrs, le rendez-vous de la bonne compagnie.

D'autre part, afin d'enlever à la sonorité ce qu'elle aurait pu avoir d'excessif en se répandant dans le foyer du public et les dépendances de la salle, de grandes tentures seront apposées chaque dimanche à toutes les baies du premier étage. Les essais qui viennent d'être faits dans ce but, aux répétitions, sont concluants et donnent l'assurance d'un grand succès.

Dimanche soir, malgré les élections on a dû refuser du monde au Théâtre-Déjazet. Dès huit heures, la coquette bonbonnière du boulevard du Temple se trouvait complètement remplie d'un public qui souffrait par de grands éclats de rire les situations si amusantes du gai vaudeville de M. Poullillon.

Voilà donc les *Filles de Cambrinus* définitivement lancées vers le succès. Espérons qu'elles chanteront encore longtemps leurs joyeux refrains, entre autres la jolie valse du premier acte, qui est déjà populaire.

G. DURANT.

Petites nouvelles

Il en est du cancan comme des drapeaux d'antennaires : la mode ne s'en perd jamais et revient de temps en temps avec une fureur qui ferait croire à une vraie nouveauté. En ce moment, il fait fureur dans les établissements de spectacles et nous devons signaler les *Filles-Bergère* comme tenant la tête par l'originalité de bon goût qui a présidé à son exhibition.

— A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, demain jeudi : M. Francisque Sarcey : *La Course à la Mort*, de M. Edouard Rod. Les Pessimistes.

BULLETIN COMMERCIAL

(1 h. 15 soir)

Table with 4 columns: Date, Item, Price, and Quantity. Includes sections for Bourse de Paris, Bourse de Londres, and various commodities like sugar and oil.

COTE OFFICIELLE DU 20 OCTOBRE

(Cinq heures du soir)

Table with 2 columns: Item and Price. Includes various commodities like sugar and oil.

Table with 2 columns: Item and Price. Includes various commodities like sugar and oil.

Table with 2 columns: Item and Price. Includes various commodities like sugar and oil.

Grande-Bretagne

Table with 2 columns: Item and Price. Includes various commodities like sugar and oil.

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

Table with 2 columns: Item and Price. Includes various commodities like sugar and oil.

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant demandé les *Soirées de la Baronne*, nous les multiples éditions se sont épuisées rapidement, nous sommes heureux de leur annoncer que, par suite d'un traité avec l'éditeur Ollendorff, nous pouvons offrir comme prime, et à titre gracieux, ce charmant volume à tous les abonnés qui renouvelleront leur abonnement.

Frans d'expédition : 50 c.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 19 octobre 1885

WERTH, négociant en bijouterie, rue Turbigo, 92.

Juge-commissaire, M. Goy.

Syndic provisoire, M. Ponchelet, 12, rue Chanoine.

PARLEMENTAIRE, nourrisseur, rue de Surène, 31.

Juge-commissaire, M. Sédillot.

Syndic provisoire, M. Menaut, 51, boulevard St-Michel.

GLINIER, fabricant de limes, rue de la Fédération, 62.

Juge-commissaire, M. Sédillot.

Syndic provisoire, M. Ozeré, 2, rue Christine.

PUGNY, limonadier, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 123.

Juge-commissaire, M. Sédillot.

Syndic provisoire, M. Plaque, 9, rue Bertin-Poirée.

BARBERON, ancien épicer, rue de Lyon, 30.

Juge-commissaire, M. Sédillot.

Syndic provisoire, M. Cotty, quai de la Tourneville, 27.

SPECTACLES

du 21 Octobre

Opéra, 8 h. 1/2. — Faust.

Opéra-Comique, 8 h. 1/4. — Une Nuit de Cléopâtre.

Odéon, 8 h. 1/4. — Conte d'Aval.

Gymnase, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.

Palais-Royal, 8 h. 1/2. — Les Noces d'un Réservoir.

Variétés, 8 h. 1/4. — Le Voyage en Suisse.

Nouveautés, 8 h. 1/2. — Le Petit Chaperon rouge.

Châtelet, 8 h. — Coco-Féfé.

Folies-Dramatiques, 8 h. 1/4. — Les Cloches de Corneville.

Renaissance, 8 h. 1/2. — Le Procès Veauvradieux.

Gaité, 8 h. 1/2. — Relâche.

Bouffes-Parisiens, 8 h. — Les Cent Vierges.

Menus-Plaisirs, 8 h. — La Mascotte.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Une Cause célèbre.

Nations, 8 h. 1/2. — Le Courrier de Lyon.

Cluny, 8 h. 1/2. — Mon Oncle.

Déjazet, 8 h. — Aux Filles de Gambrinus.

Beaumarchais, 8 h. 1/2. — Le Sonneur de Saint-Paul.

Eden-Théâtre, rue Auber, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Messalina, grand ballet historique.

Hippodrome. — Tous les soirs à 8 h. 1/2; dimanches, jeudis et fêtes, matinées à 3 h.

Cirque d'Hiver. — Tous les soirs à 8 h. 1/2; Exercices équestres.

Folies-Bergère, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.

Eldorado, boulevard de Strasbourg, 31. — Concert varié.

Concert Parisien, 37, faubourg Saint-Denis, 10, rue de l'Échiquier. — 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.

Scala, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.

Alcazar d'Hiver. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.

Robert-Houdin, h. 1/2. — Magie par Dickson.

Musée Grévin (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

Eden-Musée, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.

Panorama de la Prise de la Bastille. — Au pont d'Austerlitz.

Panorama. — Constantinople, vue prise de la Corne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

Ventes et Achats de Fonds

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Lab. Pressoirs sp. brev. Serrurier-artisan.

Adjudications d'Immeubles

Etudes de M. Bouras, avoué à Paris, 18, rue des Vosges, et de M. Gosselin, avoué à Paris, 17, boulevard Haussmann.

VENTE au palais de justice, le samedi 7 novembre 1885, à deux heures.

1° D'une MAISON sise à Paris, 100, rue de Saint-Ouen, entre les numéros 35 et 37 (17^e arrondissement). Contenance : 129 m. 40 c.

Revenu net..... 100 fr.

Mise à prix..... 1.000 fr.

2° D'une MAISON sise à Paris, rue Legendre, 152 (17^e arrondissement).

Contenance : 422 m. 54 c.

Revenu brut..... 4.200 fr.

Mise à prix..... 24.000 fr.

3° D'une MAISON sise à Paris, rue des Plâtriers, 4 (20^e arrondissement).

Revenu brut..... 2.500 fr.

Mise à prix..... 15.000 fr.

4° D'une MAISON sise à Paris, rue des Pannoyaux, 65 (20^e arrondissement).

Revenu brut..... 3.370 fr.

Mise à prix..... 20.000 fr.

5° D'une MAISON avec TERRAIN sise à Paris, rue des Amandiers, 13 (20^e arrondissement).

Revenu net..... 2.200 fr.

Mise à prix..... 20.000 fr.

6° D'une PROPRIÉTÉ sise à Paris, rue des Amandiers, 14 (20^e arrondissement).

Revenu brut..... 16.788 fr.

Mise à prix..... 100.000 fr.

S'adresser pour les renseignements auxdits M^{rs} Bouras et Gosselin, à M^{rs} François, avoué à Paris, à M^{rs} Augouard et Morel d'Arleux, notaires à Paris, et sur les lieux pour visiter.

(Les Grains-Fourrages à céder (portés Paris). Existé 20 ans. Aff. 100.000. Net 14.000. 3 chev. à voitures, cabriolet. Px 25.000. Labat, 1, r. Baillif.

ENTREPRENEUR DE TRAVAUX PUBLICS

A. LAFITE, adjudicataire de grands travaux pour l'Etat et des Compagnies, se retire après fortune, désire céder à dire d'expert son matériel d'entretien 350.000 fr. (Il donnerait son concours à son succès et au besoin restera intéressé.) LABAT, 1, r. Baillif.

Ateliers de Construction-Fonderies Fer et Acier, fourniture de la Marine, à céder (gd port mer) avec gd immeuble, 350 m. Mat. compl. Vieille clientèle. Prix 470.000. (Le fils du cédant resterait intéressé pour moitié.) Labat, 1, r. Baillif.

Affaire exceptionnelle. A céder, ap. gd fortune, café-restaurant affaires : du centre, 150 m. Bâties les Vaux, 150 m. et participation d'homme sérieux et compétent. S'adresser à M. Labat, 1, r. Baillif, face Banque.

Avis divers

3.500.000 f. sont demandés à Capitalistes pour acheter et transformer dans le MÉDOC (Gironde) TERRAINS PROPRES À LA CULTURE DE LA VIGNE. Capital à doubler dans 5 ans sans aucun placement sur et garanti par MM. LEBLANC, J. VAL, J. COCHET et participation d'homme sérieux et compétent. S'adresser à M. Labat, 1, r. Baillif, face Banque.

CHEMIN DE FER DU NORD

COURSES DE CHANTILLY

Les Jeudi 22 et Dimanche 25 Octobre 1885

SERVICE DES TRAINS LE JEUDI 22 OCTOBRE

TRAIN EXPRESS

Départ de Paris..... 8 h. — 8 h. 55 — 9 h. 50 — 11 h. 30 — 11 h. 55 du matin.

Retour de Chantilly..... 4 h. 17 — 4 h. 27 — 5 h. du soir.

TRAIN CONTINENT DES VOITURES DE TOUTES CLASSES

Départ de Paris..... 5 h. 30 — 7 h. 52 — 8 h. 35 — 8 h. 55 — 9 h. 17 — 9 h. 51 — 10 h. 33 — 11 h. 6 du soir.

Retour de Chantilly..... 5 h. 30 — 7 h. 52 — 8 h. 35 — 8 h. 55 — 9 h. 17 — 9 h. 51 — 10 h. 33 — 11 h. 6 du soir.

PAPIER FAYARD et BLAYN

SOLICITEURS ANS DE SUCCÈS proclament sa supériorité dans le traitement des Rhumes, Irritations de poitrine, Douleurs, Catarrhes, Bronchites, Plaies, Brûlures, Cors, Oignons, Cils de perruque, DÉPÔT CENTRAL : 30, Rue Saint-Martin, PARIS et dans toutes les Pharmacies.

G. OZANNE

11, rue Marqoy, à PARIS (Faubourg St-Martin)

donnant rue du Terrage et rue des Ecluses.

QUARANTE MÉDAILLES

OR et ARGENT

Spécialité de Serres, Jardins d'hiver, Bâches hollandaises avec nouveau mode d'ouverture et de fermeture et système (brevetés s. g. d. g.) évitant complètement la chute de la buée. — Châssis de couche, Galeries Marquises, Grilles d'entrée de parcs et de clôtures. Grilles noires et galvanisées pour balcons, terrasses, clôtures, Esplanades, Supports et Rallonges pour l'entretien de la toiture, système économique, pour Vignes, Espaliers, Arbres en cordons et Clôtures. — Écrivez de Prospectus.

Les Annonces sont reçues chez MM. Fau-

chey, Laffite et C^{ie}, 8, place de la Bourse.

BULLETIN FINANCIER

Du 21 octobre

DEUX HEURES. — La petite réaction, qui s'était produite hier, est dès à présent effacée, et toutes les valeurs sont revenues à peu près aux cours les plus élevés, récemment atteints.

Ces bonnes dispositions de notre public financier sont corroborées par la fermeté des places étrangères, dont les cotes témoignent d'une incontestable solidité.

Les Consolidés anglais ont été apportés par le premier télégramme de Londres sans changement sur hier, à 100 7/16.

On annonce avec raison de cette attitude satisfaisante des principales bourses de l'Europe que, comme nous le disions hier, les craintes de guerre soulevées par la question bulgare sont complètement dissipées.

La seconde cote de Londres apporte une réaction insignifiante de 1/16 sur les Consolidés anglais qui font 100 3/4.

Sur notre Bourse le 2 1/2 0/0 s'est élevé à 109 5/8; le 4 1/2 0/0 s'est traité de 109 45 à 109 55 et l'Amortissable de 81 90 à 82 fr.

La Banque de France est à 4780 au comptant. Ouvert à 1292 50, le Crédit foncier fait maintenant 1305 et les demandes continuent.

La Banque d'escompte est en voie de hausse; elle est tenue à 450 au comptant. La Banque de Paris fait 630.

Parmi les fonds étrangers le 5 0/0 italien est ferme de 95 35 à 95 45.

La Dette unifiée d'Egypte est calme de 326 25 à 327 50.

Le 4 0/0 turc s'est négocié de 14 45 à 14 60.

L'Extérieure espagnole fait 56 3/8; le 4 0/0 hongrois est à 79 1/2.

On tient le Gaz parisien à 149. Le Canal de Suez continue à progresser; il vient d'atteindre 2025.

Les valeurs du Panama se relèvent. Après avoir débuté à 392 50, l'action est tenue maintenant à 397 50. La part de fondateur a touché le cours de 3.000 fr.

Les chemins français sont sans grand changement sur hier : le Lyon s'est coté 1247 50 et 1245, le Nord 1535, le Midi 1160 et l'Orléans 1315.

En Chemins étrangers, on a traité les Autrichiens à 563 75; le Nord d'Espagne à 432 50, et le Saragosse à 325.

Les Méridionaux italiens sont à 700 fr. au comptant.

ESCOMPTE

Banque de France 2 1/2 0/0 à 109 5/8

Crédit foncier 4 1/2 0/0 à 109 45

Crédit lyonnais 5 0/0 à 81 90

Crédit algérien 5 0/0 à 81 90

Crédit marseillais 5 0/0 à 81 90

Crédit nantais 5 0/0 à 81 90

Crédit rouennais 5 0/0 à 81 90

Crédit saint-nazaire 5 0/0 à 81 90

Crédit toulonnais 5 0/0 à 81 90

Crédit vichy 5 0/0 à 81 90

Crédit yvertois 5 0/0 à 81 90